

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0030

Relative au projet de décret revalorisant l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte

L'an deux mille vingt quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zamimou AHAMADI,

Secrétaire de séance désignée :

Madame Nadjima SAID

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération N° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la lettre de saisine de Monsieur le Préfet en date du 18 mars 2024 ;
- Vu** le rapport n°2024- 02100 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte
- Vu** l'avis de la commission Solidarités, Action sociale et Santé en date du mardi 26 mars 2024;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

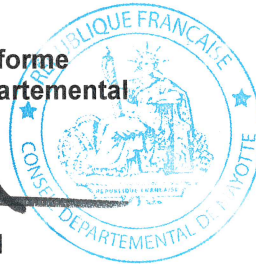
Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet de décret revalorisant l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 15 mars 2024

Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUZOU



Objet : Projet de décret revalorisant l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte.

P. J : Le projet de décret

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret revalorisant l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte élaboré par le ministère du travail, de la santé et des solidarités.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Bien cordialement,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint.

Cédric KARI-HERKNER


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, de la santé et des
solidarités

Décret n° du
revalorisant l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte

NOR :

Publics concernés : bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) résidant à Mayotte.

Objet : revalorisation du montant journalier de l'ASS versée à Mayotte.

Entrée en vigueur : le texte s'applique à compter des allocations dues au titre du mois d'avril 2024.

Notice : le présent décret fixe le montant journalier de l'allocation de solidarité spécifique à 9,51 € à Mayotte.

Le coefficient de revalorisation retenu correspond à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les douze derniers indices mensuels de ces prix publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques l'avant-dernier mois qui précède la date de revalorisation.

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance
<http://www.legifrance.gouv.fr>

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5423-6 et L. 5524-4 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 13 mars 2024 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du XXXX 2024,

Décète :

Envoyé en préfecture le 22/04/2024

Reçu en préfecture le 22/04/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240422-DL0904240030-DE



Article 1^{er}

Le montant journalier de l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte est fixé à 9,51 euros à compter du 1^{er} avril 2024.

Article 2

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, la ministre du travail, de la santé et des solidarités, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique chargé des comptes publics et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et
de la souveraineté industrielle et
numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

La ministre du travail, de la santé et des
solidarités,

Catherine VAUTRIN

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'économie, des finances et de la souveraineté
industrielle et numérique, chargé des comptes
publics,



Thomas CAZENAVE

La ministre déléguée auprès du ministre de
l'intérieur et des outre-mer, chargée des
outre-mer,

Marie GUEVENOUX